



La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT
Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr - Site : <https://www.ud71.cgt.fr>

Agenda 2022

Commission Exécutive

UD

- Lundi 14 novembre
- Lundi 12 décembre

Caravane des élections

Fonction Publique

09/09 Conférence de presse
Présentation de la caravane

15/09 Le Creusot
Devant l'Alto

29/09 Montceau les Mines
Place de la Mairie

13/10 Autun
devant la Mairie

27/10 Gueugnon/Bourbon
Place de Mairie

03/11 Paray/Digoin
Place de l'Europe

10/11 Mâcon
Place des Cordeliers

17/11 Chalon/Saône
Place de l'Obélisque

24/11 Louhans
Place de la Charité

20 septembre 2022

MACON : Un nouveau bureau pour les retraités CGT du Maconnais

Il y a quelques jours, le syndicat interprofessionnel des retraités CGT du Mâconnais - Clunisois – Tournugeois a organisé son assemblée générale annuelle dans la salle de Champlevvert à Mâcon en présence de 45 syndiqués.

À cette occasion, le bureau a connu quelques changements.

Ancien cheminot, Joël Perrin a été élu secrétaire général. Il prend la succession de Marie Hélène Dubost (métallurgie), nouvelle secrétaire à la politique financière. Quant à Martine Frémy (retraîtée Santé), elle occupe poste de secrétaire « organisation et qualité de vie syndicale ».



Les retraités CGT se retrouvent régulièrement, lors d'ateliers thématiques. Comme l'atelier pouvoir d'achat, initié l'an dernier, qui demande « une nouvelle revalorisation des pensions ».

L'atelier Santé revendique, lui, « des remboursements Sécurité Sociale à 100 % » et « des médecins et spécialistes plus nombreux ».

Quant à l'atelier services publics, il met en avant « l'accessibilité à la gare de Mâcon » et dénonce « les fermetures de guichets tous services et la dématérialisation des services ».

1^{er} octobre 2022

SAINT MARTIN BELLE ROCHE : Arrêt d'Eurosérum « Certains ne réalisent pas qu'ils ne reviendront pas lundi »

Ce vendredi, huit mois après l'annonce de la fermeture du site Eurosérum de Saint-Martin-Belle-Roche, la production s'est définitivement arrêtée. Ces gilets orange ou jaune destinés à améliorer leur sécurité, les salariés d'Eurosérum Saint-Martin-Belle-Roche le portent en moyenne depuis une quinzaine d'années. Voire plus de trente ans pour les plus anciens de la maison.



Ce vendredi, la plupart d'entre eux l'ont remis au placard pour la dernière fois. Huit mois après l'annonce de la fermeture du site mâconnais par le Groupe Sodiaal, entraînant la suppression de 119 emplois, la production s'y est définitivement arrêtée. « Ce matin, des gens conditionnaient encore de la poudre. Les salariés auront été exemplaires jusqu'au bout », insiste Olivier Legros, secrétaire du CSE.

Pendant deux mois, une quinzaine de volontaires restera sur site pour des opérations de rangement, de nettoyage et de formation des salariés de Régilait. Pour les autres – une centaine de personnes travaillaient encore sur le site – dont la lettre de licenciement arrivera dans deux

mois, l'histoire est terminée.

« Certains ne réalisent pas encore qu'ils ne reviendront pas au boulot lundi », avance José Martins, délégué syndical.

Ce vendredi midi, pour sceller leur passé commun et ces huit mois de mobilisation, ils ont été environs 90 à partager un barbecue devant l'usine. « Aujourd'hui, je perds une partie de ma famille », soupire Lætitia. « Je suis là depuis 13 ans et ce n'était pas qu'un travail. On avait une équipe vraiment soudée ». Elle poursuit : « Je vais désormais travailler pour moi, dans le domaine de l'esthétique ».

Céline, 23 ans d'Eurosérum, fait partie de ceux qui vont rester sur site encore deux mois. « Nous allons être tout seuls. Je pense que je vais revenir avec la boule au ventre ».

Mohammed, 52 ans, dont 27 à Saint-Martin-Belle-Roche, sera aussi de ceux-là. Pas de quoi faire passer la douleur et ce sentiment d'injustice qu'il ressent. « Je ne comprends toujours pas comment on peut fermer une boutique comme ça. » Le quinquagénaire ajoute : « Je vais devoir travailler jusqu'à la retraite mais je ne pas encore réfléchi dans quoi. »

Comme lui, nombreux seraient les salariés licenciés à être encore « dans le flou » au sujet de leur avenir indiquent les représentants du personnel. « Nous allons continuer de les suivre », précisent-ils. Suivre également, l'éventuel rachat du site par un autre industriel, qui pourrait signer la reprise d'une nouvelle activité.



3 octobre 2022

LE CREUSOT : La colère monte dans les ateliers d'Alstom Le Creusot

Les salariés d'Alstom ont débrayé une fois de plus ce lundi. Ils veulent que leurs salaires soient réévalués de 6 % et que leurs primes soient identiques à celles versées aux autres employés du groupe. Et pour être écoutés par leur direction, ils se disent prêts à bloquer le site du Creusot.

Ce lundi matin, une centaine de salariés du site Alstom du Creusot ont bloqué dès 8 heures la chaîne de production



MP14, celle qui fabrique la partie roulante des rames du métro parisien pour les Jeux olympiques de 2024. La raison ? Des négociations qui n'avancent pas avec la direction et un ras-le-bol grandissant. « Le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de diminuer. Les directions générale et locale leur font des propositions financières indécentes au vu de l'augmentation des coûts de l'énergie et des prix des produits de consommation », explique Thomas Bonnote, délégué syndical CGT d'Alstom transport, avant d'ajouter que jeudi dernier, plus de 155 salariés avaient débrayé sur le site creusotin.

• Une revalorisation salariale à la hauteur de l'inflation

Ce qu'attendent les salariés qui se sont spontanément mis en grève, c'est une augmentation du salaire de base à hauteur de 6 %, ce qui correspond approximativement à l'inflation. « Cette revendication est portée au niveau du groupe qui dégagne d'énormes profits et enregistre un carnet de commandes important, de l'ordre de 83,4 milliards d'euros », appuie Thomas Bonnote. Autres revendications, locales : l'augmentation significative de la prime de transport. « La direction propose de doubler cette prime qui permet aux salariés de prendre en charge en partie le coût de leur trajet domicile/travail. Mais cette hausse est dérisoire : son montant est compris entre 40 et 220 euros par an », s'insurgent les ouvriers, qui s'estiment méprisés. « Nous voulons également que la prime de nuit soit revalorisée de 25 à 30 % comme cela se fait sur d'autres sites d'Alstom », appuie Thomas Bonnote. « Si nous n'obtenons pas ce que nous souhaitons, nous ne nous contenterons pas de bloquer la ligne MP14, préviennent les salariés déterminés. Nous irons jusqu'à bloquer le site dans sa globalité. »

• Prêts à durcir le mouvement

Le 15 septembre, certains d'entre eux avaient envahi le CSE (comité social et économique). Et depuis, les débrayages se sont succédés. « Nous attendons autre chose que des miettes. Et nous ne comprenons pas pourquoi tous les salariés d'Alstom n'ont pas les mêmes avantages sociaux selon qu'ils se trouvent au Creusot ou à Belfort », martèlent les employés qui attendent, en vain, d'être reçus par leur direction. Une direction* qui, selon eux, « a cassé le climat social » sur le site du Creusot.

**Contactée, la direction n'a pas répondu à nos sollicitations.*

4 octobre 2022

LE CREUSOT : L'accès au site d'Alstom est bloqué depuis ce mardi matin

Ils ont débrayé et paralysé de 8 à 16 heures lundi 3 octobre la ligne de montage des bogies MP14 pour le Métro de Paris, s'agissant d'une commande importante de bogies, à livrer impérativement avant les prochains jeux Olympiques de 2024.

Mais ce mardi matin, la grève est montée encore d'un cran puisque 150 salariés (sur 700), ont bloqué complètement l'accès du site d'Alstom, dès 7 heures ce matin. Les revendications portées par la CGT sont simples : « Le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de diminuer, nous voulons une augmentation de salaire de 6% correspondant approximativement à l'inflation, plus une prime de 3 000€, coïncidant avec le manque à gagner que nous subissons depuis le mois de mai 2022... » explique Thomas Bonnotte, délégué syndical CGT chez Alstom au Creusot.

Plusieurs autres revendications sont portées par la CGT comme l'augmentation de la prime de transport qui aux yeux des salariés est complètement dérisoire. Ils veulent également que la prime de nuit soit revalorisée et passe de 25 à 30% comme cela est en cours sur d'autres sites du groupe Alstom Transport. A ce jour, plusieurs mouvements de grève se multiplient chez Alstom, à Villeurbane, Belfort et Valenciennes avec pour objectif d'obtenir des mesures concrètes pour contrer l'inflation.



Ce mardi matin Patrick Martin de l'Union locale CGT du Creusot est venu soutenir les salariés en grève : « Il s'agit aussi d'assurer la coordination avec les autres établissements du Creusot... ».

Une réunion en Centrale se tiendra à Paris ce mardi à 15 heures. Les salariés de l'entreprise creusotine seront informés rapidement du contenu des propositions de la Direction. Ce qui est certain c'est qu'ils sont prêts à maintenir le mouvement si leurs revendications ne sont pas entendues.

4 octobre 2022

MACON : La CGT à l'hôpital pour recueillir les avis des usagers sur le système de santé

Devant l'entrée de l'hôpital de Mâcon ce mardi 4 octobre de 14 heures à 16 heures, les représentant.e.s de la CGT ont recueilli l'avis des usagers sur l'accès aux services de santé.

Cette action a été initiée par l'union départementale lors du congrès de novembre 2021. Alain Gaillard, secrétaire général de l'UD, indiquait qu'à la suite de ce congrès, est ressorti un fort besoin d'aller à la rencontre de la population et de recueillir son avis sur l'offre de soins. Disponibilité des praticiens, délai d'attente d'un rendez-vous, accessibilité ou encore distance pour se rendre à un cabinet médical. Autant de points sur lesquels les usagers pouvaient donner leur avis via un questionnaire. « Les avis des usagers sont primordiaux pour cette action. Cela permet de mettre en lumière les carences du système, de factueliser ce qu'il se passe réellement et de pouvoir agir rapidement. »

Une des faiblesses les plus préoccupantes reste le manque de médecins traitants. Difficile de trouver des médecins prenant en charge de nouveaux patients, ce qui oblige certains malades ou blessés à se rendre aux urgences pour une consultation qui pourrait être assurée par un médecin libéral. C'est le cas d'une jeune femme qui témoignait cet après-midi : « Fraichement arrivée dans la région, je me suis blessée à l'épaule dimanche. Je n'arrive pas à me trouver un médecin traitant car nombreux ne prennent pas de nouveaux patients. J'ai pu faire une consultation avec un médecin urgentiste qui m'a prescrit une IRM et m'a fait un arrêt de travail de deux jours. Il ne pouvait m'arrêter plus longtemps, même si mon état le justifiait. »



Cette action tournée vers les citoyennes et les citoyens se prolongera jusqu'en janvier 2023, après lequel un bilan sera fait.

Avec les données et les témoignages collectés, les syndicalistes espèrent pouvoir faire entendre les besoins de la population au plus haut niveau.

5 octobre 2022

LE CREUSOT : Grève suspendue chez Alstom

À Alstom Creusot, la grève n'est pas finie. Commencée lundi, elle a été suspendue depuis ce mercredi, 11 heures. Ce même jour, un camion a pu pénétrer dans le site, tout comme une centaine de salariés qui attendaient devant, pour certains, depuis 6 heures du matin.

En France, seuls des ouvriers d'Alstom Creusot se sont mobilisés dans une telle mesure. « Il n'y a eu que des débrayages d'une heure en fin de poste dans les autres sites », explique un syndicaliste. Pour rappel, les ouvriers voulaient que leurs salaires soient réévalués de 6 % et que leurs primes soient identiques à celles versées aux autres employés du groupe. Mais la direction nationale n'a pour le moment proposé que des primes versées une seule fois. Lundi, des négociations locales reprendront, où il sera question des primes de transport et des primes de postes. Des occupations de certaines lignes sont prévues, comme la MP14, celle qui fabrique la partie roulante des rames du métro parisien pour les Jeux olympiques. « Dans les autres sites français, il n'y a eu que des débrayages d'une heure en fin de poste. »

6 et 7 octobre 2022

GUEUGNON : Aperam, Maxence Jouhandeaud reprend le flambeau à la CGT

Le rendez-vous est pris tous les quatre ans. Le syndicat CGT de l'usine Aperam s'est réuni il y a quelques jours à Curdin pour renouveler son bureau et décider de ses orientations. Sylvain Rameau laisse sa place de secrétaire à Maxence Jouhandeaud, âgé de 25 ans.

Avec 90 syndiqués et une trentaine de retraités restés dans le giron syndical, la CGT est le syndicat le plus représenté au sein de l'usine Aperam de Gueugnon. Son 10^e congrès a fédéré une cinquantaine de membres, récemment à Curdin. Il permet de statuer collectivement sur les orientations à prendre et a été marqué par un passage de relais. Après quatre ans de fonction, Sylvain Rameau laisse les rennes de la représentation syndicale CGT à Maxence Jouhandeaud.

Des responsabilités « d'organisation et d'animation »

« Le secrétaire a une responsabilité d'organisation et d'animation du syndicat au sein de l'usine. C'est un honneur qu'on me fait, dans un syndicat historique. C'est une grosse représentation, mais il n'y a pas de chef. Nous prenons les décisions collectivement », précise le nouveau secrétaire, âgé de 25 ans et syndiqué depuis cinq ans.

« Je suis militant depuis 20 ans. Il faut mettre les jeunes en avant et Maxence a toutes les compétences », ajoute Sylvain Rameau, toujours syndiqué et investi désormais pour la commission santé sécurité et conditions de travail de l'entreprise. Maxence Jouhandeaud est déjà délégué syndical central au niveau du groupe Aperam (trois sites).



Réforme des retraites et élections professionnelles

Pour le syndicat, l'actualité ne manque pas. « On sort de cinq ans de négociation pour la nouvelle convention collective de la métallurgie, annonce par exemple Sylvain Rameau. On déplore un recul social pour les salariés, avec l'absence de reconnaissance des diplômes dans cette convention. Il y a des gens qui vont perdre de l'argent. »

« On va avoir du pain sur la planche avec la réforme des retraites, ajoute le nouveau secrétaire. Je pense que c'est quelque chose qui va mobiliser. Il y a des exonérations

sociales qui profitent à des grands patrons au lieu de financer les retraites. »

« La direction nous a finalement entendus »

En attendant, les représentants de la CGT se félicitent de la hausse de salaires (+ 3 % accordés en février dernier) en plus d'une augmentation générale de 50 € pour l'ensemble du personnel, accordée par l'entreprise en septembre. « On sortait d'une année 2021 bénéficiaire. Il y a eu des débrayages dans l'usine cette année pour la négociation annuelle obligatoire. La direction nous a finalement entendus », retiennent Sylvain Rameau et Maxence Jouhandeaud.

La CGT Aperam songe déjà aux élections professionnelles de fin 2023. Elle désignera les membres élus du comité social et économique de l'entreprise, sur un site qui compte environ 750 salariés à l'heure actuelle.

7 octobre 2022

MACON-CLUNY-TOURNUS : La CGT réunie en congrès pendant 2 jours

Le congrès des syndicats du mâconnais, tournugeois et clunyois s'est tenu ces 6 et 7 octobre à la salle Champlevert. L'occasion pour l'Unité Locale CGT de faire le bilan des trois dernières années et de se tourner vers l'avenir.

Emilie Quandalle, réélue en tant que secrétaire générale UL CGT Mâcon, a indiqué que ce serait son troisième et dernier mandat, « puisque cela fait six ans que je suis secrétaire » avant d'ajouter, « ces deux jours, 19 syndicats étaient présents et représentés par une cinquantaine de délégués. Nous avons voté ensemble le rapport d'activité des trois dernières années, le bilan financier et l'orientation que nous souhaitons donner à l'union locale pour les trois prochaines années. »



Parmi ces orientations, les syndicats du mâconnais, tournugeois et clunyois souhaitent intensifier leurs efforts pour la défense des services publics. « C'est très important, aujourd'hui, de défendre l'éducation et la sécurité sociale qui sont mises à mal par le gouvernement » a précisé la secrétaire de l'UL. » Et de poursuivre : « Il faut aussi s'ouvrir à des associations qui pourraient avoir besoin de nous, je pense notamment à l'ASTI (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés) dans le but d'aider les travailleurs immigrés trop souvent exploités. »

Luc Garnodier, professeur de Lettres-Histoire au lycée Dumaine à Mâcon, qui intègre aujourd'hui le bureau, a tenu à ajouter « avec la période que nous traversons, nous insistons sur l'importance d'avoir des salariés du privé, des salariés du

public, des actifs et des retraités car les attaques ciblent tout le monde. Nous devons être ensemble et trouver des lieux où nous pouvons discuter afin d'organiser la riposte. »

Lilian Flatot, cariste à Oxco menuiserie à Cluny, et qui repart pour un troisième mandat, a rejoint les propos de l'enseignant : « avec tous les changements que subit la société, malheureusement, de plus en plus de personnes vont connaître la précarité et nous souhaitons que nos idées soient entendues afin de répondre à certains problèmes et venir en aide à ces personnes. »

Le secrétaire adjoint réélu aujourd'hui, Eddy Lallemand, salarié chez Schneider Electric à Mâcon, poursuit également à la commission exécutive de l'UL CGT Mâcon. « Nous nous réjouissons de voir la commission exécutive s'agrandir, cela va permettre un plus grand travail collectif. Nous sommes aussi satisfaits du déroulement du congrès, il y a eu de bons échanges, de bons débats lors des deux jours passés. »

L'Unité Locale CGT des syndicats du mâconnais, tournugeois et clunyois, qui compte plus de 900 adhérents, poursuit donc sa marche en avant.



12 et 13 octobre 2022

MONTCEAU : La Bande Noire, 2 journées d'études réussies par l'IHS CGT 71

Les deux journées d'études autour de l'épisode Montcellien de la **Bande noire** organisées par l'IHS71 et le Média d'action ODIL ces 12 et 13 octobre derniers se sont déroulées de manière tout à fait satisfaisante :

La **séquence d'arpentage de l'un des lieux de réunions clandestines** a réuni une cinquantaine de personnes, visiteurs, chanteurs, comédiens et organisateurs. Yves Meunier, auteur de l'ouvrage « *La bande noire, propagande par le fait dans le Bassin minier 1878-1885* » a assuré l'animation scientifique et historique de cette mise en situation proposée et organisée par l'équipe ODIL-MEDIA le 12 octobre en soirée.

Belle séquence également le jeudi 13 octobre à 15h pour **des lectures et réflexions sur des archives des interrogatoires et procès des insurgés** : 21 participants qui ont joué le jeu du questionnement proposé par Yves Meunier et l'équipe ODIL, avec la participation de Roger Marchandeau, historien local dont l'IHS71 diffuse régulièrement les travaux...

À partir de 17h30, **deux heures de conférence d'Yves Meunier** (originaire de Montchanin, il s'intéresse aux sources de l'anarchisme ouvrier et est devenu un grand connaisseur des problématiques sociales et syndicales de la fin du 19e, en particulier dans notre région) avec diaporama et enregistrements audios : plus de 80 auditeurs, une belle salle attentive et curieuse.

13 octobre 2022

AUTUN : La CGT en campagne électorale



Alors que la CGT est engagé dans le blocage des raffineries et des dépôts de carburants pour exiger de la direction de Total des revalorisations salariales, le syndicat est également engagé sur un autre front. Celui des élections professionnelles dans la fonction publique qui aura lieu le 8 décembre prochain.

Après Le Creusot et Montceau-les-Mines en septembre dernier, la Caravane des services publics de la CGT faisait étape ce jeudi devant l'hôtel de ville d'Autun afin de mobiliser les fonctionnaires, qu'ils soient de l'Education Nationale, de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière ou encore des finances publiques, pour la prochaine échéance électorale de décembre.

Plus largement, les membres de la CGT ont voulu alerter l'opinion publique sur la situation des services publics en France.

Jusqu'au 8 décembre, cette caravane fera étape à Gueugnon, Paray-le-Monial/Digoin, Mâcon, Chalon et Louhans.

17 octobre 2022

LE CREUSOT: Les syndicats du Lycée Léon Blum veulent garder le « diplôme 100 % national » en professionnel

Ils sont opposés à la possibilité d'un établissement d'adapter une filière en fonction des besoins locaux des entreprises et du patronat.

«Le président Macron et sa ministre déléguée Mme Grandjean ont fait des annonces sur l'avenir de l'enseignement professionnel sous statut scolaire, offrant la possibilité qu'un «patron devienne président d'un conseil d'administration ; qu'un conseil d'administration puisse décider de modifier des contenus des programmes et de la définition d'une carte des formations locales ; sans compter que les périodes de formation en entreprises seraient doublées».

Autant de mesures rejetées par les syndicats des enseignants en professionnel.

«Ces mesures entraîneront une destruction de l'enseignement professionnel à caractère national avec des diplômes reconnus par les conventions collectives».



C'est pour dénoncer cette perspective qu'un rassemblement a eu lieu, lundi à la mi-journée, devant le lycée Léon Blum. Gilles Gauthé, délégué syndical et porte-parole, a souligné qu'avec cette réforme les formations et les diplômes ne seraient plus équivalents suivant les territoires. «Par exemple, on pourrait voir la direction du Lycée adapter ses formations en fonction des besoins de telle ou telle entreprise du Creusot. Framatome, Industeel, Alstom...» Les syndicats se déclarent résolument contre «des compétences définies localement par les entreprises». Mais Gilles Gauthé prend aussi soin de préciser qu'actuellement il n'y a pas de projet en ce sens, sur le territoire de la communauté urbaine. A suivre...

Journée d'action du 18 octobre 2022

GUEUGNON



Claude Jouhandeaud secrétaire CGT du syndicat des papillons blancs, elle travaille depuis 17 dans cet établissement pour les personnes en situation de handicap. Elle vient aujourd'hui manifester à Gueugnon pour les augmentations de salaire par rapport à l'inflation. « Notre valeur de point n'a pas augmenté depuis le passage aux 35h ». À ses côtés Gervan Derriennic, délégué syndical cgt des papillons blancs ajoute : « Les revalorisations dans le cadre du Segur n'ont été qu'à certaines catégories de travailleurs, principalement les personnes en lien direct avec les usagers. Les secrétaires, chauffeurs, personnel du service technique n'en n'ont pas bénéficié. On continue la mobilisation pour qu'il y ait pas de division dans le secteur médico social. » Photo JSL/Marie VERPILLOT

MACON : Près de 400 manifestants dans la rue ce matin

Près de 400 manifestant.e.s (300 selon la police) ont battu le pavé ce matin à Mâcon, parti.e.s de la maison des syndicats. Ils ont arpenté les quais pour se rendre devant la Préfecture.

De retour par les quais la manifestation a marqué le pas devant la mairie, dénonçant la reprise de la maison des syndicats par la municipalité.

À noter, la participation d'enseignants.es et d'élèves du lycée hôtelier Alexandre Dumaine.

A l'heure de la mise en ligne la manifestation de Paris commençait...

« On veut une mobilisation qui s'amplifie » a lancé Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT
« C'est dans chaque entreprise ou administration que ça va se décider », Benoît Teste, secrétaire général de la FSU...



A Mâcon de nombreuses discussions entamées dès le rassemblement devant la maison des syndicats, place des Cordeliers, réactions et prises de paroles glanées au départ, au cours de la manifestation, en chemin, devant la préfecture.

Continuité du mouvement, reconduction des grèves, grève générale ?...

Emilie Quandalle, secrétaire générale de l'Union Locale C.G.T. Mâcon

« Intersyndicale, interprofessionnelle mobilisées ce mardi dans toute la France, pour les salaires, pour les emplois, les retraites et les libertés syndicales, en soutien aussi aux raffineurs qui ont été réquisitionnés chez eux dans leur mouvement... Aujourd'hui, tous ensemble pour que le gouvernement prenne acte qu'il y a vraiment un problème au niveau des salaires avec une inflation à plus 10 au mois d'octobre qui ne cesse d'augmenter, l'énergie qui a augmenté aussi, l'électricité pour se nourrir et se chauffer, on nous demande de faire la sobriété... aujourd'hui j'espère qu'on sera nombreux.

F.O., C.G.T., F.S.U. et normalement les lycéens qui viennent aussi parce que Dumaine (ndlr : "le lycée") était ce matin en rassemblement à 9 heures où il y a 70% de grévistes aujourd'hui (ndlr : voir par ailleurs l'intervention du responsable C.G.T. du lycée Dumaine).

Je crois en l'appel à la grève générale, on verra avec la mobilisation d'aujourd'hui. »

« A Mâcon, en pleine manifestation, il faut que les gens bougent s'ils veulent que les salaires, les pensions augmentent, il le faut aussi pour que les services publics de proximité se réinstallent, que les services de santé soient véritablement opérationnels et qu'on ait une véritable sécurité sociale avec une prise en charge à 100% » Jean-Marc, manifestant.

LOUHANS : Une mobilisation pour les salaires...mais pas que !

Syndicats CGT et FSU étaient présents mardi matin devant la sous-préfecture à l'occasion de la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle. Leur but : demander une revalorisation salariale, mais pas que.



Ils le savent, ce n'est pas en Bresse que la mobilisation interprofessionnelle prévue ce mardi aura le plus de voix. Mais pour la trentaine de personnes venue devant la sous-préfecture de Louhans, se mobiliser localement avait son importance. Notamment pour apporter leur soutien aux salariés réquisitionnés dans les raffineries pour faire face à la pénurie de carburant. « C'est une atteinte au droit de grève », pestent les syndiqués. Des salariés qui souhaitent une revalorisation de leurs salaires. Ils ne sont pas les seuls.

• Une augmentation des salaires pour Bigard et XPO Logistics

Pour deux syndiqués CGT d'entreprises bressanes, la négociation annuelle obligatoire (NAO) a eu son petit effet. Mais pas forcément à la hauteur de leurs attentes. « Nous avons eu une ouverture anticipée de la NAO, ce qui fait qu'en 2023, nous n'aurons le droit à aucune négociation. Pour l'ensemble du groupe, nous avons obtenu 50 € brut sur nos salaires à partir de janvier 2023, auxquels s'ajouteront 30 € brut de plus en juillet 2023. C'est une bonne chose, mais c'est un minimum », déclare Ghislain Berthaud, secrétaire de la CGT au sein de Bigard à Cuiseaux.

Du côté de XPO Logistics, à Cuisery, la NAO menée en juin aura acté une augmentation salariale de 6 %. « Ok, c'est un geste de l'employeur mais que faire avec 6 % face à l'inflation ? C'est une honte. Il faut que nos élus locaux réagissent, et que le gouvernement prenne conscience des choses, avant que ça ne se termine en Gilets jaunes ou en Mai-68. On réclame de la justice, on ne veut pas des miettes. On nous méprise », affirme le syndiqué, qui préfère taire son identité. Les négociations chez LDC, à Cuisery, auront lieu fin octobre. La syndiquée, qui préfère rester anonyme, l'affirme : « J'ai déjà fait grève samedi, et aujourd'hui encore. Beaucoup ont peur de faire grève, par peur de perdre leur salaire. On nous parlait d'une prime de 50 € net qui finirait en brut. Nous, nous réclamons une hausse des salaires. »

À 11 h 30, le parking de la sous-préfecture s'était totalement vidé. D'autres manifestations bien plus importantes ont eu lieu dans le département, notamment à Chalon-sur-Saône l'après-midi, où certains Bressans se sont rendus.

LOUHANS : La grogne aussi chez les enseignants

David Musard, secrétaire de l'union locale CGT, portait la voix des enseignants mécontents : « Macron annonce de nouvelles attaques concernant la voie professionnelle, dont une augmentation du temps passé par les élèves en entreprise (environ 40 % actuellement), au détriment du temps passé en cours, au lycée. Les entreprises veulent des élèves en BTS, mais pour y accéder, il faut être formé. Ce qui n'est pas le cas quand on apprend sur le tas en entreprise. On doit les former pour les métiers de demain. On veut que l'enseignement professionnel reste aux mains de l'Éducation nationale. Notre formation doit être la plus large possible, pour que les élèves soient polyvalents. »



MONTCEAU : Rassemblement devant la mairie pour l'augmentation des salaires



Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés devant la mairie de Montceau-les-Mines à l'appel de la CGT, FO, Solidaires et de la FSU pour une journée de mobilisation afin de demander des hausses de salaires et la défense du droit de grève.

Des jeunes du lycée Henri Parriat étaient également présents avec leurs revendications concernant entre autres l'abandon de Parcours-sup, ...

Alain Davanture pour la CGT a rappelé que les salariés étaient mobilisés pour demander une augmentation des salaires et apporter le soutien total à tous les grévistes et s'élever contre les réquisitions.

Le mécontentement est général et les salariés refusent le chaos. Le gouvernement demande de renoncer à nos acquis et il fait des ponts d'or pour la guerre. Le SMIC à 2000€, le blocage des prix, l'autonomie des jeunes, le gel des loyers, la retraites à 60 ans, ... autant de revendications que la CGT entend porter.

Il rappelle le rendez-vous, le 24 octobre, de l'UL CGT avec le député Margueritte et sa suppléante.

Pour les hospitaliers, les voix s'élèvent contre le nouveau plan d'austérité, « une remise en cause de notre système de santé qui contraint à fermer des lits. Ce projet de loi impose de poursuivre le combat ! »

Les lycéens, par la voix de Léo, sont opposés à la réforme du BAC et parcours Sup.

Ils veulent une école réellement gratuite, une augmentation des salaires des enseignants, ... Ils affirment leur opposition à la réforme de l'enseignement professionnel et s'insurgent contre l'inaction climatique.

« Notre avenir est dans les mains de l'État. Ce même état qui répond par la répression et nous offre du déterminisme avec la plate-forme Parcours-Sup.

C'est parce que nous sommes mineurs que nous devons rester au fond du puits de l'Education qui s'est tari au fil du temps. Mineurs et lycéens, mais pas peur et pas chien ! »

À l'issue des prises de parole, les participants ont formé deux groupes : le premier s'est rendu sur le marché pour un tractage et le second a rejoint le lycée Parriat pour accompagner les lycéens.

CHALON : Plus d'un millier de manifestants pour une hausse généralisée des salaires

Plusieurs cortèges se sont formés ce mardi dans les villes de Saône-et-Loire pour manifester contre la vie chère et exiger une hausse généralisée des salaires. À Chalon, point d'orgue de ce rendez-vous social, ils étaient entre 800 et 900 à défiler dans l'après-midi.

Cela faisait longtemps qu'une manifestation n'avait pas réuni autant de monde à Chalon. Ils étaient 810 selon la police et 904 selon les différents syndicats réunis ce mardi après-midi pour manifester contre la vie chère et défendre une hausse des salaires et le droit de grève.

• Des revendications plus ciblées

Mené par la CGT et suivi par FO, FSU, Solidaires et la Nupes 71, le cortège voulait réunir tous les manifestants du matin répartis sur le département et avait un mot d'ordre : « Non aux réquisitions, non à l'attaque du droit de grève, oui à l'augmentation des salaires. »

Claude Cadot, secrétaire général de l'Union locale CGT, a détaillé les revendications lors d'une prise de parole soutenue par les applaudissements : « Nous voulons une hausse généralisée des salaires de 10 % et un Smic minimum à 2 000 € net par mois. Il faut une loi pour imposer tout cela car ce n'est plus tenable. Avec un salaire, on doit pouvoir manger, se chauffer, faire le plein. »

Les syndicats de l'Éducation nationale étaient là aussi pour « combattre la réforme du lycée professionnel » tandis que les personnels de santé demandaient « de vraies augmentations et non un Ségur ». Les syndicats ont promis en fin de manifestation : « Ce n'est que le début. »

« Il y aura des suites qui seront décidées dans la semaine. » Des suites qui pourraient bien sûr aussi concerner les autres villes de Saône-et-Loire marquées par une mobilisation ce mardi, Mâcon (300 manifestants), Montceau (200 personnes), Louhans (30 personnes environ) et Gueugnon (50 personnes environ).



19 octobre 2022

CHALON : Les retraités CGT du Chalonnais réclament une hausse du pouvoir d'achat

19 octobre, à la Maison des Syndicats de Chalon-sur-Saône, une trentaine de personnes ont participé à l'assemblée générale des retraités CGT du Chalonnais.

5 ans déjà se sont écoulés depuis la constitution de ce syndicat multiprofessionnel.

Rappelons l'état d'esprit qui a conduit à sa création ou du moins à le formaliser, puisqu'il existait dans les faits. Cela portait sur la nécessité de regrouper dans une même structure des sections de retraités fonctionnant difficilement, des sections qui ne peuvent plus adhérer à un syndicat d'actifs puisque celui-ci n'existe plus, comme celle de Kodak, de rassembler des adhérents retraités isolés ou peu nombreux, sans pour cela interférer sur les retraités qui sont dans les sections professionnelles qui fonctionnent (les cheminots, les sections professionnelles départementales comme EDF, etc).

Le but principal est la poursuite d'un syndicalisme interprofessionnel avec un collectif élargi à toutes les professions, pour plus d'actions et de lutte sur le Chalonais ainsi qu'à tous les niveaux.



Les retraités du Chalonais ont participé, nombreux, aux manifestations nationales à l'appel de leur union confédérale des retraités, organisées à Paris ou dans les départements. Lors de ces manifestations, ils ont exprimé leur exigence d'augmentation des retraites, au-delà des propositions gouvernementales, qui se situent bien en deçà de l'inflation. Par ailleurs, à l'occasion de la dernière augmentation des retraites de 1,1%, le gouvernement n'ayant pas réévalué le taux de calcul de la CSG, de très nombreux retraités bénéficiaires de petites pensions ont vu leur augmentation théorique se traduire par une diminution du net perçu de 30 à 75 euros sur leur pension.

Les principales revendications, nationales, sur lesquelles les retraités CGT du Chalonais se mobilisent sont :

- Arrêt du gel des pensions et abrogation de l'augmentation de la CSG
- Augmentation des pensions directes et de reversions pour les femmes et les hommes
- **Amélioration du pouvoir d'achat pour une hausse immédiate de 300 euros** et aucune pension inférieure au SMIC (2000 euros) pour une carrière complète
- Retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1er janvier en prenant en compte l'évolution salariale
- Dans le cadre de la mise en œuvre en 2016 de la Loi sur l'adaptation de la société au vieillissement nécessaire d'une prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale dans le cadre d'un 5ème risque de la branche maladie
- Développement et renforcement des services publics, indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé et de l'aide à l'autonomie.

D'autre part, comme le syndicat vient de s'y engager dans le Congrès de l'UL les 2 et 3 juin 2022 où ils sont un élément essentiel, les retraités CGT du Chalonais s'efforcent à **renforcer les liens avec les actifs** (invitations à leurs réunions par exemple) **et faire avancer le concept «syndiqué d'un jour, syndiqué toujours»**.

Avec, à l'issue, un nouveau bureau élu :

Secrétaires : **Alain Medici** et **Jacky Dubois**

Trésorier : **Michel Girardot**

19 octobre 2022

SAINT EUSEBE : Les salariés de Lamberet en grève pour une revalorisation salariale

Ils demandent une augmentation pour faire face à l'augmentation des prix.

Début juillet (lire nos article ci-dessus) le salariés de Lamberet, sur la zone du Monay à Saint-Eusèbe s'était mis en grève pour obtenir une revalorisation salariale. Ils avaient obtenu satisfaction et repris le travail le 8 juillet. Ce mercredi 19 octobre, ils n'ont pas repris le travail à 5 heures du matin. «La grande majorité des 170 salariés est en grève» explique Abdelkader Charef, délégué syndical CGT.



«Nous avons eu une réunion mardi avec la direction. Elle ne nous propose rien, alors que les prix augmentent. On la mesure dans nos caddies mais aussi à la pompe. En juillet il avait été convenu que de nouvelles négociations auraient lieu en octobre si augmentation de l'inflation. On nous explique qu'elle est en dessous de ce qui était prévu. Mais on voit bien que c'est le contraire que les fins de mois sont difficiles».

Les grévistes, mercredi après-midi, étaient dans l'attente de nouvelles de la direction et attendent la tenue d'une nouvelle réunion de négociation.

24 octobre 2022

MONTCEAU : Rencontre entre le député et une délégation CGT « Vous serez le fossoyeur ou celui qui a sauvé l'hôpital »

Ce lundi matin, le député Louis Margueritte a reçu une vingtaine d'adhérents de la CGT dans le salon d'honneur de la mairie qui l'ont sollicité pour une entrevue sur le système de santé en France et plus particulièrement sur notre territoire.

Le député a assuré de son écoute les différents interlocuteurs : la santé est un sujet qui suscite bien des inquiétudes. Il a indiqué qu'il rencontrait la direction de l'hôpital cet après-midi.

« Je n'ai aucun a priori et je suis à votre écoute ».

La CGT, par la voix de Catherine Petit au nom de la délégation a porté les revendications du syndicat et a fait le constat de la situation nationale avec les conséquences sur le plan local, avec des moyens loin des enjeux pour le territoire local : difficulté d'avoir un médecin traitant, faire 40km pour aller à l'hôpital, 52 % de la populations renonçant aux soins, ... La situation de l'hôpital Jean Bouveri avec le rapport de l'IGAS et ses préconisations...

Puis, les prises de parole se sont succédé.

« Avec la suppression de l'autorisation de chirurgie, on n'a plus la possibilité de réaliser des endoscopies... Qu'en est-il de la prévention ? On a déjà perdu un certain nombre de services : pédiatrie, maternité, chirurgie, ...

Les spécialités se réduisent, la cardio, l'oncologie, ...

Les médecins se spécialisent. Les préconisations de faire de la médecine polyvalente vont à l'encontre et du coup on est de moins en moins attractif, c'est l'effet domino...

Que deviendront les Urgences ? »

« Pour les soins continus, les textes sont durcis avec des normes plus strictes. Et sont toujours en attente d'un texte législatif. Toujours dans l'attente de textes pour les soins renforcés..

On ferme le service de soins continus plutôt que de le remettre aux normes pour qu'il rentre dans les clous.

En 2020,2021,2022, ce service a rendu d'énormes services pendant le COVID. Heureusement qu'il était ouvert. On a sauvé beaucoup de patient et d'un seul coup on veut le fermer.

Ce sont des préconisations de l'IGAS mais on sait bien qu'à terme, elles finissent toujours pas arriver. »

« Le Ségur de la santé : où en sont les sommes qui pourraient être affectées à Montceau ? Où est l'argent du Segur ? »

« Tout le monde est en perte de chance. Nous sommes dans un processus de destruction. À 30 minutes de l'hôpital, 62 communes pour un bassin de 105 000 habitants. Plus on s'éloigne, plus la perte de chance croît ».

« On nous a promis de retrouver l'équilibre financier avec des spécialistes, déplacer la chirurgie à Jean Bouveri. Résultat, 20 ans après on ferme la chirurgie pour rétablir l'équilibre mais le déficit s'agrandit.

Le rapport de l'IGAS a toujours une finalité. On va fermer les spécialités et il restera 4 services de médecine polyvalente avec interdiction de petites chirurgies.

Est-ce que l'on veut que les habitants du bassin soient les parents pauvres de la médecine ? »

« On est étranglé par les bilans financiers. Depuis 2011, sous la tutelle du ministère, les dettes se sont accentuées et deviennent exponentielles. L'hôpital a fait d'énormes efforts ; le personnel est happé par l'hôpital pivot (Chalon) »

« On voit fleurir des maisons de santé un peu partout. On se demande si elle ne sont pas là pour couler l'hôpital public ?

Au centre Filiéris, pas moyen d'avoir des consultations avancées...

Depuis 98, on a regroupé les Mines et J. Bouveri. On a vécu une période d'or pendant 10 ans. En raison des dettes réalisées par le ministère, il a fallu faire des économies. L'hôpital a diminué en qualité et en offre de soins. On a imposé aux patients d'aller se faire soigner ailleurs ».

Après ce constat et avoir écouté toutes ces remarques, le député répond : « Je ne suis pas surpris par ce que vous dites, de vos colères, ...

La séparation Nord/Sud n'est pas forcément une bonne chose...

Concernant le fameux rapport de l'IGAS, rien n'est décidé...

Effectivement, il faut stabiliser les choses. On ne peut pas tous les six mois être sous la menace d'une réorganisation. C'est anxiogène pour tous.

Il faut repartir sur un modèle et un bilan sain, un système qui vient financer les dépenses et les besoins de la population. Au niveau des dettes, envisager l'effacement de la dette par l'État ».

Le député précise qu'il va s'informer sur ce qui a été versé pour le Ségur.

« Après le financement, reste le recrutement. On va faire le point. Il faut que se soit clair pour le personnel, les patients. Je n'ai pas de solution immédiate. Il s'agit de trouver un juste équilibre entre libéralisme et contraintes ».



Retour aux prises de parole...

« La situation dans laquelle on se trouve est la conséquence du Numéris Clausus et de la T2A. Quel est votre point de vue ? »

« Il y a une décision facile à prendre Qui va prendre la décision de réintégrer les personnels mis à pied ? On manque de soignants... »

« Concernant les urgences, il y aura un grand risque pour la population fermées entre minuit et 8h du matin. Les urgences doivent rester ouvertes 24h/24h avec des spécialités et des soins continus. »

« Le médico social, assimilé soignant pendant la crise, vaccination obligatoire, et pas de Ségur pour les services généraux. Comment revaloriser ces personnels ? On a fait énormément d'efforts Que fait-on des personnels qui n'ont pas droit au Ségur ?

Il faut 10 ans au SMIC pour monter dans la grille, sans parler de la charge émotionnelle à prendre en charge. »

« Le régime minier depuis 2005 est ouvert à la population. On a ouvert le centre Filiéris qui souffre du manque de praticiens. Nous revendiquons un rapprochement des régimes, des caisses communes pour la gestion des centres de santé.

Une motion a d'ailleurs été voté au conseil municipal de Montceau pour la pérennité du régime minier. »

Louis Margueritte reprend la main...

« Le Numérus Clausus, on en revient. C'est un sujet. On paie les mauvaises décisions prises dans les années antérieures. »

Sur la réintégration des personnels, le député reste prudent. *« C'est un sujet binaire. »*
J'entends. Au-delà de l'augmentation, il va falloir tenir compte de la question des périmètres, de la dépendance. Si on veut des personnels qui acceptent les contraintes de la profession, il va falloir mettre les moyens financiers ».

Retour dans la salle...

« Vous dites que l'on paie les mauvaises décisions prises les années précédentes. Vous serez le député qui a porté l'estocade, qui a enterré l'hôpital ou bien celui qui a sauvé l'hôpital !

On veut nous emmener sur l'hôpital de proximité avec cette perte de chance, avec les urgences condamnées...
Il ne faut pas faire un infarctus entre minuit et 8h du matin ! »

Le député répond : *« J'ai dit que les décisions n'ont pas été prises suite au rapport de l'IGAS. L'idée c'est d'avoir un plan qui garantit de la stabilité ».*

Marie-Claude Jarrot, suppléante du député, est arrivée et prend la parole.

« Je ne peux pas vous laisser dire que les Urgences sont menacées. Le problème est réglé. On a eu une réunion vendredi. C'est la dernière chance. On est à la croisée des chemins. Le rapport de l'IGAS, les urgences ne sont pas menacées. Nous avons été rassurés sur la ligne SMUR. On va demander une labellisation hôpital de proximité. Il demeure une pierre d'achoppement sur le bloc de chirurgie ambulatoire.

On a le projet d'un hôpital neuf, 60 millions d'euros, que l'on va porter avec le député au ministère. Arrêtons le temps des postures ! »

« À Paris, on va leur expliquer. On arrive avec un plan, un projet clair », ajoute le député.

« En 98, en 2000, en 2002, en 2022, on est toujours à la croisée des chemins... », rétorque une déléguée.

« On est au chevet du dossier. On ira voir le ministre fin novembre ! » conclut le député Louis Margueritte.

25 octobre 2022

LE CREUSOT : Safran, appel à la grève pour vendredi

Chez Safran, usine à turbines de la plaine des Riaux au Creusot, la situation sociale se tend. La CGT appelle à la grève pour vendredi. FO, premier syndicat et qui ne suit pas le mouvement, estime que la direction n'a pas fait un geste suffisamment fort pour l'instant.

Le climat social se tend chez Safran, le fabricant de turbines, situé dans la plaine des Riaux au Creusot. La CGT, troisième organisation dans l'usine, appelle à la grève ce vendredi et pour tous les vendredis qui suivront.

« Nous demandons une augmentation des salaires à la hauteur de l'inflation. Nous voulons travailler pour vivre et non vivre pour travailler. C'est en consommant que nous faisons tourner l'économie. La direction ne veut lâcher qu'une prime ponctuelle de 750 euros bruts, dix actions gratuites (d'une valeur de 1 000 €) et 2 % d'intéressement. Sauf que les actions ne peuvent pas être vendues avant 36 mois et que la prime peut être retirée du jour au lendemain. Nous souhaitons des hausses de salaires pour, aussi, le calcul de la retraite. Nous n'empêcherons pas les personnes de rentrer sur le site », explique Nicolas Belluscio, de la CGT.

Cette position n'est pas partagée par FO, premier syndicat de l'entreprise et en intersyndicale avec la CFDT et la CFE-CGC. « Nous ne sommes pas pour la grève préventive, explique Damien Barberot de FO. Il y a un premier pas qui a été fait par la direction, mais le compte n'y est pas. Dans les jours qui viennent, nous allons consulter les salariés des 85 sites, pour savoir ce qu'ils pensent. »

• Des grèves à la carte en début d'année

Ce mouvement n'est pas le premier dans le site creusotin. À partir de janvier, la CGT a lancé des grèves "à la carte", le vendredi, jusqu'aux vacances d'été. « Nous avons eu certaines fois jusqu'à 35 à 40 personnes, qui s'arrêtaient pour un quart d'heure, deux heures, voire plus. Certaines personnes ont perdu jusqu'à 1 500 euros en quelques mois. »

Des grèves à la carte confirmées par Damien Barberot, qui ne s'arrête pas sur les chiffres de la participation : « Il ne faut pas oublier qu'on a signé des accords pendant le Covid qui ont sauvé 12 000 emplois, avec des mesures de chômage partiel. Les actionnaires n'avaient pas de dividendes. Là, les actionnaires en ont de nouveau. Notre marge opérationnelle se situe à 13 % (chiffre confirmé par des documents internes), c'est beaucoup ! Ce doit être donnant-donnant. »

Contactées, les directions locales et nationales, n'ont pas souhaité commenter la situation sociale en cours. La direction nationale indique seulement que des discussions avec les partenaires sociaux sont toujours en cours.

25 octobre 2022

CHALON : Les salariés d'Enedis en grève mais pas de menace de coupure

À l'appel de la CGT, les salariés du service exploitation d'Enedis du site de Chalon-sur-Saône, situé rue Pierre-Deliry, ont débrayé ce mercredi alors que les négociations salariales débutaient dans l'entreprise au niveau national. Un mouvement de grève reconductible, auquel se sont joints d'autres centres à Mâcon, Autun, Montceau-les-Mines et Paray-le-Monial.

• Un doublement de la prime d'astreinte demandé

Comme l'explique Régis Sarandao, délégué départemental syndical de la CGT, les principales revendications portent sur « une revalorisation des salaires pour tenir compte de l'inflation ». Un rattrapage de 1 % a déjà été accordé sur 2022 et une augmentation de 2,3 % est proposée pour 2023. Pas suffisant, estime la CGT qui demande une hausse de 5 %. Selon le responsable syndical, « un jeune embauché de niveau CAP-BEP touche 1 750 € en moyenne, hors prime et heures supplémentaires ». Autre demande : un doublement de la prime d'astreinte qui est actuellement de 220 €. Chaque salarié du service exploitation est tenu à une astreinte d'une semaine par mois, période durant laquelle il est de permanence 7 jours sur 7, 24 heures/24.

Mobilisés ce mercredi, les salariés en grève à Chalon-sur-Saône ont précisé qu'aucune coupure de courant n'était à craindre : « Nous n'allons pas prendre les gens en otage. » Contactée, la direction régionale d'Enedis de Bourgogne Franche Comté précise : « Aucun commentaire ne sera fait sur un mouvement social en cours alors que les échanges se poursuivent. »

Journée d'action du 27 octobre 2022

MONTCEAU : L'avenir de l'hôpital questionné lors de la mobilisation pour les salaires

L'avenir de l'hôpital de Montceau a été questionné ce jeudi matin place de l'hôtel de ville de Montceau, lors de la mobilisation de la CGT pour les salaires qui a réuni une cinquantaine de personnes.

Et pour cause. Au même moment, s'est tenu un conseil de surveillance de l'hôpital de Montceau en mairie. « Il est question en ce moment de la labellisation de l'hôpital de Montceau en hôpital de proximité », a introduit Marie-Claude Cavin, membre de l'union départementale de la CGT santé action sociale. « Quelle place va être donnée à nos spécialités, plateaux techniques et soins continus ? Quel devenir pour les urgences du centre hospitalier de Montceau ? »



CHALON: La mobilisation ne mobilise qu'une quarantaine de personnes

Alors qu'ils étaient entre 800 et 900 personnes à Chalon-sur-Saône [selon les estimations fournies la semaine précédente](#), l'appel à mobilisation [lancé par la CGT](#) ce jeudi 27 octobre n'a pas reçu l'effet escompté. Ils n'étaient qu'une quarantaine rassemblés devant la maison des associations. La décision a été prise de ne pas défilé. Un appel à se mobiliser a été lancé pour le 10 novembre et, cette fois-ci, plusieurs autres syndicats devraient venir gonfler les rangs des manifestants.

- « On demande juste à vivre décemment »



C'est une déception pour plusieurs personnels d'Amazon qui se mobilisent pour 32 heures de travail hebdomadaire et 13 €/ heure contre 11,26 €/h à l'heure actuelle. « On perd 80 € sur notre salaire par jour de grève et certains n'en ont pas les moyens. » Deux salariées d'Arcom complètent : « On demande juste à vivre décemment. » À deux pas, les retraités étaient les plus nombreux à s'être mobilisés. « Le salaire est le point le plus important de la mobilisation, c'est 50 % d'augmentation minimum qu'il faudrait pour compenser la crise énergétique et les trop grandes inégalités », martèle un syndicaliste. Avant que le rassemblement ne se disperse.

Journée d'action à venir

Dans la continuité des précédentes mobilisations pour une augmentation des salaires, pensions et allocations, la CGT appelle tous les salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi à faire entendre leurs revendications et dépose un appel à la grève interprofessionnelle et une manifestation **le jeudi 10 novembre.**

Nous vous informerons rapidement des lieux et horaires des différentes mobilisations dans le département.

Formation syndicale départementale 2022

Du 21 au 25 novembre
Formation CSE au Creusot